

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

5 Novembre 2018

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

A quoi servent les élections ?

Les résultats des élections communales ont montré un ras-le-bol général envers la politique des partis qui se partagent le pouvoir depuis des dizaines d'années. Pour le MR, ça a été la douche froide, il se casse la figure un peu partout et n'a plus, par exemple, que deux maiors à Bruxelles au lieu de six auparavant. Charles Michel a beau crier sur tous les toits que tout va bien en Belgique, il semble que seuls les plus riches sont d'accord avec lui et que les couches populaires, qui ne vivent pas dans les discours mais dans une réalité bien moins dorée, ont marqué clairement par leur vote qu'elles n'étaient pas dupes.

Même s'il n'est pas au gouvernement fédéral, le PS baisse aussi. Il paye sa complicité avec la politique d'austérité et ses magouilles à la région wallonne.

Au sud du pays, la désaffection pour les grands partis a essentiellement profité à Écolo et au PTB. Dans ce dernier cas, il est clair que cela représente une aspiration à une politique plus sociale.

Cependant, l'agitation médiatique a fait place aux négociations discrètes entre les partis pour décider entre eux comment se partager le pouvoir. Et soudain, les ennemis d'hier deviennent les « partenaires » de demain !

L'attention s'est surtout portée sur les négociations entre le PS et le PTB et principalement à Molenbeek, Charleroi et Liège où le PS, majoritaire, a proposé au PTB d'entrer dans une coalition. Les négociations n'ont abouti nulle part et chacun des partis a accusé l'autre de mauvaise foi et de manipulation. Le PS accuse le PTB de ne « pas prendre ses responsabilités » tandis que le PTB accuse le PS de ne pas vouloir suffisamment prendre en compte ses revendications.

Que le PS soit de mauvaise foi dans l'affaire ne surprendra personne. Il compte bien discréditer le PTB soit en le mouillant dans la gestion des affaires et en l'intégrant comme satellite du PS, soit en le faisant passer pour irresponsable. Le PS espère ainsi garder le monopole des voix de la classe ouvrière et continuer à se présenter comme la seule alternative « crédible » aux partis ouvertement pro-patronaux comme le MR.

L'idée d'une alliance des partis de gauche peut paraître séduisante à première vue pour les travailleurs. En réalité, c'est une impasse. Cela revient à imaginer que si des politiciens sincèrement de gauche arrivaient au pouvoir, ils pourraient gérer le capitalisme de façon plus sociale et plus humaine, que le capitalisme deviendrait du coup plus supportable pour les exploités.

Au contraire, toute l'histoire du monde du travail a montré que ce n'était pas possible. Et ce n'est pas par hasard ! Les travailleurs et le patronat ont des intérêts tout à fait opposés : les uns veulent vivre décemment, les autres sont prêts à tout pour augmenter leurs profits, en bloquant les salaires, en esquivant l'impôt, en réduisant les effectifs, en utilisant de la main d'œuvre sous-payée, en trichant, en polluant, tout est bon !

Aucun politicien, même sincère, ne peut s'opposer au rouleau compresseur économique du capitalisme. L'État est de toute façon un rouage du système et les politiciens ne sont pas là pour contrarier le capitalisme mais pour le faire fonctionner.

Il n'y a qu'une manière d'empêcher le patronat de nuire est de lui opposer l'unique force à sa mesure : celle de la grève et des manifestations des travailleurs. Seule une menace sur leurs profits et leur pouvoir peut faire suffisamment peur aux bourgeois pour qu'ils reculent. C'est ce que les salariés de Ryanair et Avia Partner ont montré récemment, à leur échelle bien sûr.

Voilà pourquoi ce front de gauche PS-PTB est une impasse pour le monde du travail. Le PTB, qui connaît très bien l'histoire et qui se prétend du côté des travailleurs, contribue à une énième répétition de la même illusion qui mènera aux mêmes déceptions.

Pour nous communistes, si les élections servent à quelque chose, ce n'est pas à envoyer des représentants des travailleurs dans les institutions bourgeoises. Car ils ne pourront rien changer. Ce n'est pas là que les choses se passent et que s'exerce le vrai pouvoir. Les élections servent à populariser les idées révolutionnaires et à défendre un programme politique pour la classe ouvrière. Elles sont l'occasion pour les travailleurs de se rassembler autour du drapeau de la révolution et de se compter. Et si des militants communistes sont élus, ce n'est pas pour participer à la gestion des affaires mais pour dénoncer les arrières cours de la société capitaliste et la politique de la bourgeoisie à tous les niveaux de pouvoir.

Oui, pour que les choses changent, il faudra une révolution qui mette en place une société réellement démocratique, débarrassée du capitalisme, où les travailleurs décideront ensemble de tout ce qui les concerne, de l'économie à l'écologie, de l'éducation aux soins de santé et aux loisirs.

C'est cela le communisme.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Et la mesure de nos déplacements ?

Les prises de mesures du nouvel uniforme ont commencé. Elles se font uniquement dans 3 dépôts : Brel, Delta et Haren. Or, la direction impose aux travailleurs de faire ces essayages sur leur temps libre. En échange, ils reçoivent tous 2 heures de compensation. Mais pour les dépôts comme Petite Île, dont les chauffeurs doivent se rendre à Brel pour les essayages, aucun temps supplémentaire n'a été prévu. Selon la direction Mode Bus, une convention collective prévoirait ce mode de fonctionnement. A Petite Île, on n'est pas d'accord et on ne se laissera pas faire !

Patron pique-sous

L'équipement de sécurité doit normalement être payé par le patron. Or, pour le premier achat déjà, c'est le travailleur qui le paie avec sa masse. Il faut attendre qu'il y ait quelque chose qui rende inutilisable le matériel pour que la direction accepte de le remplacer. Et il faut le faire valoir ! Par exemple, si des chaussures de sécurité sont très vieilles mais utilisables, les nouvelles sont payées avec la masse. L'équipement de sécurité est trop important et ne doit pas être à notre charge, il faut exiger qu'il soit entièrement payé par le patron dès le début.

Y-a-pas le feu... Mais si !

En août, un incendie a eu lieu à Petite Île. Lors d'une soudure de la carrosserie d'un bus, un câble a pris feu. Ça fait maintenant presque 3 mois qu'on attend le rapport des pompiers. Il faut que la direction s'en préoccupe et prenne les dispositions pour que ce type d'incident ne recommence plus.

Diviser pour mieux enrhummer

Cela fait des années qu'on demande l'accès aux locaux de la station de métro Madou pour les temps d'attente lors des remplacements sur la ligne de bus 29. Il fait déjà très froid et il faut parfois attendre 20 minutes dehors ou dans les courants d'air des couloirs de la station. Il y a pourtant des locaux chauffés dans cette station où on pourrait se reposer ! La direction a rétorqué que les locaux sont en travaux. C'est tout simplement faux ! En fait, elle ne veut tout simplement pas en donner l'accès aux chauffeurs de bus. Ainsi, elle préfère qu'on tombe malade plutôt que de rompre le cloisonnement qu'elle a mis en place pour nous diviser.

Pour eux, y a que la tune !

Il y a eu récemment un cas de tuberculose parmi les chauffeurs à Petite Île. La direction a fait revenir tous les travailleurs au dépôt pour faire des tests. Ceux qui étaient en congé ont dû revenir aussi. Il aurait pourtant

été normal que ces derniers puissent aller près de chez eux faire un test, mais cela coûte trop cher aux yeux de la direction. Peu lui importe de gâcher le temps libre des travailleurs. En plus, elle a mal organisé ça. Pas d'heures de rendez-vous pour chacun et parfois une heure d'attente pour faire un prélèvement qui ne dure que 5 minutes. Voilà encore un exemple de radinerie et de désorganisation.

Petit chef à recadrer !

Le chef de dépôt de Petite Île distribue des sanctions à tour de bras en appliquant à la lettre le règlement. Si ce dernier lui avait été appliqué avec autant de rigueur lorsqu'il était encore chauffeur, il ne serait peut-être plus à la STIB aujourd'hui. On se demande pourquoi il fait ainsi du zèle !? Toujours est-il qu'il ne faut pas se laisser faire. Il faut remettre en cause chaque sanction, à plusieurs pour avoir du poids. Ce n'est pas à nous à payer pour son plan de carrière.

La grève peut payer

Les travailleurs d'Avia Partner ont débrayé jeudi 25 octobre en fin de journée pour protester contre leurs conditions de travail : intérimaires qui ne passent pas en CDD, heures supplémentaires qui s'accumulent à cause du sous-effectif, matériel usé qui n'est pas remplacé, etc.

La direction d'Avia Partner a feint la surprise et l'indignation. Une grève avait déjà éclaté en janvier et l'accord conclu alors n'a pas été respecté. Devant la détermination des travailleurs, la direction a changé d'attitude et a déclaré : « nous avons toujours reconnu le travail difficile sur le tarmac ».

Après 6 jours de grèves et près d'un millier de vols annulés, un accord a été conclu entre syndicats et patron : une trentaine de contrats temporaires vont être transformés en contrats fixes, une trentaine d'autres travailleurs vont voir leur contrat prolongé, la section cargo et le département manutention seront renforcés par une trentaine d'intérimaires et une petite dizaine de contractuels fixes, une prime de 250 euros sera payée d'ici fin mars 2019 et plus de 3 millions d'euros seront investis pour remplacer le matériel défectueux.

Une partie de ces mesures était probablement déjà prévue avant la mobilisation, mais le patron a dû accélérer le mouvement. Il a sans doute dû aussi lâcher du lest pour que le travail reprenne et que les milliers de bagages bloqués soient libérés.

Les travailleurs ont senti leur force collective au travers de cette grève. Les poings levés et les cris de satisfaction des travailleurs en lutte, eux, n'étaient pas feints !